

# LE MINERVAL À 7500 EUROS? MÊME SI PERSONNE N'EN VEUT, L'OMC S'EN CHARGERAIT POUR NOUS SI...

- L'enseignement, dont les dépenses mondiales représentent plus de 2000 milliards de dollars annuels, est-il appelé à devenir le marché du siècle?
- Le processus d'«harmonisation de l'enseignement supérieur» en cours va-t-il réaliser la «libéralisation» du secteur?
- Comment dans un cadre généralisé de marchandisation de l'enseignement supérieur préserver des valeurs universitaires conquises à travers de longs combats: autonomie universitaire vis-à-vis du monde politique et des entreprises, liberté académique, indépendance du chercheur, accès démocratique, participation étudiante...?

... «Bologne», c'est maintenant! Seule l'attitude vigilante et combative de toutes les instances de la communauté universitaire pourra garantir la survie et le développement de l'université démocratique!



**attac-ulg**

24, place du 20-Août  
4000 Liège

<http://www.fede-ulg.org/attac-ulg/>

L'université est en train de changer radicalement au rythme de la mise en l'application du processus de Bologne.

- Concernant ce processus, il convient de distinguer : **d'une part**, sa philosophie marchande de base que nous contestons globalement et qui découle directement des recommandations de l'[European Round Table of Industrialists \(ERT\)](#) et, **d'autre part**, la position constructive qu'il convient de adopter face aux autorités en ce qui concerne l'application pédagogique des mutations en cours ainsi que de leurs conséquences académiques et sociales.

- Ce processus pourrait donc être une bonne chose à certains égards à condition que nous réussissions, dans son application, à préserver les valeurs universitaires fondamentales définies dans la [Magna Charta Universitatum](#), Bologne 1988.

- **Mais**, Le processus de Bologne peut, au-delà des intentions de ses acteurs, apporter de l'eau au moulin de la transformation de l'enseignement supérieur en une marchandise dans le cadre de l'Accord Général sur le Commerce des Services (AGCS).

- Les conséquences pourraient aller jusqu'à l'interdiction des subventions publiques, considérées comme une concurrence déloyale. On imagine ce que devraient être les droits d'inscription pour permettre aux institutions de survivre.

- L'implication du monde financier et industriel est d'ores et déjà un fait dans certaines facultés (pensons aux syllabus édités par telle firme pharmaceutique ou aux «chaires» directement organisées par des entreprises).

- Jusqu'où les choses peuvent-elles aller sans mettre en péril l'autonomie universitaire? Par exemple, le projet de fusion du département de gestion de la Faculté d'EGSS et du HEC prévoit un Conseil de gestion composé de 50% d'académiques et 50% de membres du monde patronal sous la présidence d'un directeur d'entreprise.

Dans ce contexte, la communauté universitaire est appelée à jouer un rôle déterminant dans la défense non seulement d'une université démocratique mais de l'indépendance scientifique elle-même. Ce qui veut dire aussi, que ceux qui comprennent la gravité des enjeux ont le devoir de faire entendre leur voix.

## CORRESPONDANCE ENTRE LES PROJETS DES PATRONS EUROPÉENS ET LES PROJETS UNIVERSITAIRES? • MORCEAUX CHOISIS :

### Partenariat université - entreprises

«Le développement technique et industriel des entreprises exige (...) une rénovation accélérée des systèmes d'enseignement. (...) L'éducation et la formation sont (...) des **investissements stratégiques vitaux** pour la réussite future de l'entreprise. (Or.) l'entreprise n'a qu'une très faible influence sur les programmes enseignés (et les enseignants ont) une compréhension insuffisante de l'environnement économique, des affaires, et de la **notion de profit**. (...) Industrie et établissements d'enseignement doivent travailler ensemble au développement de programmes d'enseignement (...)» ERT (*European Round Table of Industrialists*), rapport: *Éducation et Compétence en Europe*, janvier 1989.

### Polyvalence et d'autonomie: learning plutôt que teaching

«La clé de la compétitivité de l'Europe réside dans la **capacité de sa force de travail** à relever sans cesse ses niveaux de connaissance et de compétence. Dès lors, la **responsabilité de la formation doit en définitive être assumée par l'industrie**.» ERT (*European Round Table of Industrialists*), rapport: *Une éducation européenne - Vers une société qui apprend*, février 1995, présenté à l'occasion d'une réunion extraordinaire du G7 à Bruxelles, consacrée à la «*Société de l'information*».)

### Est-ce bien l'European Round Table of Industrialists (ERT) qui trace la voie?

«Oui, je l'espère! Cette Table Ronde Européenne, qui a écrit deux rapports tout à fait remarquables: *Une éducation européenne, vers une société qui apprend* et *Investir dans la connaissance*, montre l'utilisation des moyens modernes qu'on peut faire pour mieux apprendre. Ces deux documents vraiment remarquables font pour le moment le tour des universités européennes et étrangères. Ils tracent des voies étonnantes telles que l'importance d'une chaîne éducative qui va aujourd'hui de la crèche à la tombe. Ils tracent également ce que doit être l'éducation et ce qu'on attend d'une formation, qu'elle soit dans une haute école ou à l'université. Ces traces rejoignent complètement celles données par le Conseil des recteurs européens ou d'autres instances.» (Marcel Crochet, Recteur de l'Université Catholique de Louvain, dans une radio universitaire en février 1998.)

Au même moment, l'UCL annonçait la création d'une chaire en «Économie de l'éducation» et le gouvernement wallon décidait de doter les établissements scolaires d'un «centre cybermédia» avant l'an 2000. Le président de Pétrofina n'était pas encore devenu le Président du Conseil d'Administration de l'UCL, ni les chaires «Glaberbel», «Interbrew», «RTL», «Usinor» et autres n'avaient encore été créées en son sein.

